

Cahier acteur route Granville Avranches

Madame monsieur les garants

Au lire depuis 2 mois les différencient commentaires il se pose beaucoup de question,

De la « Déroute des routes » interlutte national et international

En France 85 collectifs en lutte contre les grands projets routiers, comme A69, la département 964 dans l'orne annulé par le T A de Caen pour des raisons environnemental , à Blois l'annulation d'une 2x2 v sur 25km pour les même raisons. Et bien d'autre projet en gestations qui sont contester par les tribunaux et annuler.

La Déroute des routes demande :

L'entretien du réseau actuel la rénovation des ouvrages d'art, la modernisation de réseau ferré, l'augmentation de la fréquence des trains et surtout la réduction du coût du transport passager.

Plus de transport en commun, plus de mobilités douce, plus de covoiturage y compris dans les entreprises,

Notre terre

Nous sommes en 2025 la planète est en grand danger les énergies fossile également par leur raréfaction et par des coût de revient à l'avenir sans doute beaucoup plus important que les années passées, la pression des lobbies du pétrole de la pétrochimies les échecs des COOPS et la dernière sur les plastiques à Genève ou les producteurs, fabricants de ses produit qui pollue la planète ne veulent rien entendre sur les réductions d'utilisation du pétrole ce qui va accélérer la catastrophe qui nous attends. Les routes sont au même titre de décadence de l'humanité par leur consommation d'énergie fossile lors de leur construction accélération du plan carbone, impact indéniable et perte importante sur les terres agricoles les zones humides, les forêts, mais plus encore le pétrole pour les travaux et revêtement en l'état et entretien futur des revêtements bitumeux.

Une autre façon de se déplacer :

il est annoncé 12000 véhicules jour qui circulent quotidiennement sur cet axe on ne sait si ça concerne les deux sens de circulation, cela représente 27000 places vides qui pourrait être occupé par du covoiturage.

Le bruit

e parc actuel de véhicule thermique va énormément diminuer en faveur des véhicules électriques.

Accidentogène :

Les statistiques de la D D T M ne sont pas alarmistes bien au contraire les accidents ne sont pas nombreux et seulement 1 mort sur les 5 dernières années par défaut une personne qui se déplace pour quelque soit la raison doit prendre en compte la fréquentation par rapport aux heures de déplacement.

Nous sommes sur des localités peu denses par rapport aux très grandes villes ou les temps de transport domicile travail représente plusieurs heures.

Santé

On parle beaucoup des hôpitaux, des différents services publics qui sont déterminants pour les Françaises français, car les élus fonds tout pour en arriver à une centralisation des services. Pour

mémoire en 1997, le député de notre circonscription avait annoncé à Sartilly que l'hôpital de Granville irait à Avranches. Une politique Résultat des opérations les transports des malades t beaucoup plus long mois sécurisé donc plus en danger.

Les distances que les écocitoyens es représente un risque important de dangerosité sur les routes et une perte de temps importante et financièrement défavorable aux contribuables.

Le CEREMA de 2021 annonce que la France perd en terre Agricole, Naturelle et Forestier la valeur d'un département moyen français tous les 6 ans.

Ainsi, une autoroute ou voie express à deux fois deux voies a un coût moyen de construction de 8 millions d'euros HT au kilomètre.

Changeons de politique de transport soutenu par 65 députées . Moins de routes plus de trains

- LE TRAIN ; MEILLEURS CORRESPONDANCE ET SURTOUT MOINS CHER POUR LES PASSAGERS

- PLUS DE SERVICES DE TRANSPORT EN COMMUN

**INVESTISSEMENT SUR L'ENTRETIEN DU PARC ACTUEL ROUTES
AUTOROUTIER DU PARC ET RÉNOVATION DE L'ENSEMBLE DES OUVRAGES
D'ARTS**

- METTRE EN PLACE UN RÉSEAU DE MOBILITÉ DOUCE

Campagne « Moins de routes, plus de trains »

CONTEXTE :

Cette campagne est menée conjointement par La déroute des routes (via Enora, Romainet Marcel).

l'Alliance Ecologique et Sociale (AES).

L'Alliance Ecologique et Sociale est une alliance nationale d'organisations du mouvement social (syndicats - Solidaires, FSU -, Attac, Oxfam...) et du mouvement écolo (Greenpeace, Amis de la terre...) pour porter du plaidoyer et des luttes en commun.

La déroute a rejoint la dynamique sur un groupe de travail sur le financement du ferroviaire.

L'objectif, pour la déroute, tisser de nouvelles alliances et pousser la ligne d'une réorientation des financements publics de la route vers le train.

LA CAMPAGNE :

Le groupe de travail conjoint a décidé de lancer une campagne pour la défense et la revitalisation des « lignes vitales » (ou petites lignes) de train. L'objectif n'est pas d'agiter seulement de la théorie mais de mener conjointement des batailles locales pour obtenir des victoires (pour un réinvestissement dans l'infrastructure de telle ligne, contre la fermeture d'une gare ou d'un guichet, pour plus de cadences, etc.)

Côté calendrier, l'idée était de profiter de la conférence de financement « Ambition France Transport » mené par le ministère pour pousser nos revendications.

Dans ce but a été produit en mai-juin un argumentaire (« Moins de routes, plus de train ») qui sert de socle à la campagne. Il reprend largement les éléments de la déroute (moratoire, nationalisation des profits autoroutiers, etc.) pour une réorientation des investissements publics vers le fret ferroviaire et le rail du quotidien. Ce document est lisible ici.

La conférence de financement du ministère a pris fin début juillet et accouché de conclusions très floues (voir le CP AES/Déroute) : en gros, toutes les perspectives de financements sont reportées à après la fin des concessions autoroutières actuelles (2036), avec la promesse que ces concessions seront faites différemment ensuite (mais sans rien de très précis).

Une loi cadre de financement est cependant annoncée pour la fin de l'année 2025, mais sur cette base très floue. Semble-t-il, c'est Bercy qui tranchera sur les moyens alloués...

LES ECHEANCES A VENIR : passer à la mobilisation de terrain (et au lobbying direct)

L'idée désormais est de faire monter en puissance nos revendications communes d'ici à la loi-cadre.

Avec trois axes d'interventions :

1/ Le lobbying parlementaire autour de la construction du budget cet automne : Céline, Enora, est-ce que vous seriez motivées pour faire profiter la campagne de votre expérience acquise dans l'exercice ?

2/ Le lobbying auprès des élus/ministres etc. : ça, c'est le taf des têtes d'affiche de l'AES.

3/ Les mobilisations locales sur les enjeux spécifiques de lignes locales : là, ça peut concerner potentiellement tous les collectifs de la déroute pour qui ce sujet fait sens localement, avec l'objectif de se saisir de l'occasion et des moyens mobilisés par l'AES pour agrandir son réseau militant et pousser des revendications (avec l'objectif de gagner des trucs !). Il n'y a aucune restriction sur le type de ligne concernée : là où il y a des revendications d'amélioration, c'est légitime,

Allons de l'avant pour de meilleurs territoires, conservation des surfaces naturelles et agricoles.

interlutttes_routes@framalistes.org

